

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

NEUVIEME SESSION

Documents officiels



CINQUIEME COMMISSION, 466^e

SEANCE

Vendredi 19 novembre 1954,
à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

Point 55 de l'ordre du jour:	Pages
Traduction en arabe de certains documents officiels de l'Assemblée générale, en application de l'article 59 du règlement intérieur de l'Assemblée générale (<i>suite</i>) ..	227
Point 38 de l'ordre du jour:	
Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (<i>suite</i>)	230
Point 46 de l'ordre du jour:	
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (<i>fin</i>):	
a) Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (<i>fin</i>);	
b) Reconnaissance, par les institutions spécialisées, de la juridiction du Tribunal administratif des Nations Unies pour les affaires relatives à des recours invoquant l'inobservation des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies: rapport du Secrétaire général (<i>fin</i>);	231
c) Affiliation du personnel de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies: rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (<i>fin</i>);	
d) Revision du règlement administratif de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies: rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (<i>fin</i>)	

Président: M. Pote SARASIN (Thaïlande).

POINT 55 DE L'ORDRE DU JOUR

Traduction en arabe de certains documents officiels de l'Assemblée générale, en application de l'article 59 du règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/2681, A/2761, A/C.5/579, A/C.5/L.294) [*suite*]

1. M. CALAMARI (Panama), prenant la parole en tant que l'un des auteurs du projet de résolution commun relatif à la traduction en arabe de certains documents officiels de l'Assemblée générale, en application de l'article 59 du règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/C.5/L.294), souligne le grand rôle que la langue arabe a joué dans la culture et la civilisation occidentales.
2. En traduisant en arabe certains documents de l'Organisation relatifs aux travaux politiques, économiques et sociaux de l'Organisation, on mettrait ces travaux à la portée de millions d'êtres humains qui ne connaissent pas d'autre langue. Il convient d'attacher à ce fait plus d'importance qu'à n'importe quelle considération financière, et, à ce sujet, M. Calamari fait observer que les dépenses qu'entraîneraient les traduc-

tions envisagées seraient très modestes. Il compte que les membres de la Cinquième Commission comprendront l'importance du projet de résolution dont ils sont saisis et se prononceront en sa faveur.

3. M. HASSAN (Pakistan) déclare que sa délégation est heureuse de figurer parmi les auteurs du projet de résolution commun qui est soumis à la Commission. Après avoir rendu hommage au représentant de l'Inde, qui a appuyé ce projet, il indique que de nombreux citoyens pakistanais connaissent l'arabe, langue parlée par un grand nombre de personnes dont la grande tradition culturelle est bien connue. A son avis, il faut envisager le monde arabe comme une entité culturelle, et non comme une mosaïque politique et géographique.

4. M. Hassan pense que les craintes exprimées au cours de la séance précédente par le représentant de la Norvège, selon lequel l'adoption du projet de résolution commun pourrait amener d'autres nations à demander l'emploi de leur langue, sont exagérées. La plupart des Etats Membres sont situés dans des parties du monde où l'on parle l'une ou l'autre des cinq langues officielles de l'Organisation. Cependant, l'arabe est la langue de six Etats Membres et de deux Etats qui ont posé leur candidature à l'Organisation. Les auteurs du projet de résolution ont demandé, non pas que l'on donne à l'arabe le statut de langue officielle, mais simplement que l'on traduise dans cette langue un nombre restreint de documents. Du point de vue politique, le monde arabe s'éveille, et les Etats Membres doivent réserver à cet éveil un accueil favorable et encourager les pays intéressés. Par conséquent, le projet dont la Commission est saisie ne doit pas être examiné en fonction de ses seules incidences financières.

5. M. SERRANO GARCIA (Salvador) dit que sa délégation, en se joignant aux autres auteurs du projet de résolution commun, a tenu compte, non seulement du grand nombre de personnes qui parlent l'arabe, mais aussi de l'importante contribution que les Etats Membres dont les peuples parlent cette langue ont apportée aux travaux des Nations Unies dans les domaines politique, économique, social et financier.

6. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) associe sa délégation à l'hommage rendu par divers membres de la Commission à la culture arabe et à la contribution arabe au progrès de la science, et il pense que l'adoption du projet de résolution en question ne créera pas de difficultés notables pour le Secrétariat et que le budget actuel pourra absorber une grande partie des dépenses envisagées. A ce sujet, il estime que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a eu raison d'examiner le projet de résolution du seul point de vue budgétaire.

7. M. Hall a été spécialement frappé par un argument qu'ont invoqué certains orateurs, à savoir que la traduction en arabe de certains documents était particu-

lièrement souhaitable à des fins d'information, notamment dans les universités et les autres établissements d'enseignement des pays de langue arabe; par conséquent, il votera pour le projet de résolution commun.

8. Le représentant des Etats-Unis estime que le Secrétariat ne doit pas se hâter outre mesure de recruter des traducteurs arabes; il fait observer que la proposition du Secrétaire général, que le Comité consultatif a fait sienne — il s'agirait d'examiner la possibilité de faire appel à des services contractuels pour certains travaux de traduction — permettrait de faire d'importantes économies. Il faut également étudier toutes les possibilités de ce genre en ce qui concerne les traductions dans les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

9. M. BRAVO CARO (Mexique), parlant en tant que l'un des auteurs du projet de résolution commun, s'associe aux paroles des orateurs précédents qui ont appuyé ce projet.

10. M. SILVA SUCRE (Venezuela) déclare que sa délégation considère avec beaucoup de bienveillance la demande des Etats Membres de langue arabe et appuiera le projet de résolution commun.

11. M. GIBSON (Libéria), prenant la parole en tant qu'un des auteurs du projet de résolution commun, exprime l'espoir que ce projet de résolution obtiendra l'appui de tous les membres de la Cinquième Commission. La délégation du Libéria s'est jointe aux auteurs du projet de résolution parce qu'elle reconnaît l'importance du rôle que jouent les Etats Membres de langue arabe en Europe, en Afrique et en Asie, et parce qu'il faut, à son avis, respecter les dispositions de l'article 59 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

12. M. ROUSSOS (Grèce) dit que sa délégation est en faveur de la proposition dont les six délégations arabes ont pris l'initiative et estime que le but visé justifie pleinement les dépenses envisagées. L'importance de la langue arabe, véhicule d'une grande civilisation et d'une grande religion, ne fait que s'accroître dans le monde à l'heure actuelle. Nombreuses sont les questions dont l'Organisation des Nations Unies est saisie et qui intéressent les Etats arabes; il importe donc que les populations de ces Etats soient, comme les diplomates et les chancelleries, renseignées sur ces questions.

13. Le Comité consultatif a souligné qu'un précédent dangereux pourrait être créé si l'arabe devenait l'une des langues officielles; mais la proposition qui a été présentée est de portée bien plus limitée, et les dépenses relativement modestes qu'elle entraînerait ne justifient pas un rejet fondé uniquement sur des considérations budgétaires. D'autre part, le représentant de la Syrie a convaincu la délégation grecque que les travaux de traduction en arabe doivent être accomplis par le Secrétariat; effectuées à l'étranger, les traductions manqueraient d'uniformité et exigeraient une revision coûteuse.

14. La délégation grecque appuie donc sans réserve le projet de résolution commun.

15. M. NATANAGARA (Indonésie) souligne qu'il est psychologiquement important, pour l'Organisation des Nations Unies, de toucher le grand public de langue arabe et de bien l'informer de ses travaux. La population indonésienne, par exemple, compte 90 pour 100 de musulmans; l'arabe est utilisé dans les universités,

et la population connaît bien cette langue parce qu'elle lit le Coran. L'Indonésie se félicitera donc, en ce qui la concerne, de voir certains documents importants des Nations Unies publiés en arabe.

16. La proposition formulée est modeste, et les crédits seront utilisés à bon escient; en tout état de cause, les dépenses probables ne représenteront qu'un faible pourcentage des économies réalisées sur le budget de 1955. L'argument selon lequel l'adoption de la proposition facilitera beaucoup les relations entre les délégations de langue arabe et leurs gouvernements est parfaitement juste; il est difficile pour ces gouvernements d'envoyer à leurs délégations des instructions appropriées s'ils n'ont à leur disposition que des documents écrits dans d'autres langues. La délégation indonésienne invite donc instamment les membres de la Commission à appuyer le projet de résolution commun.

17. M. STRAUCH (Brésil) déclare que sa délégation appuiera sans réserve la proposition tendant à ce que certains documents officiels soient traduits en arabe. Le Brésil entretient des relations très étroites et très amicales avec les Etats arabes, et il a contracté envers les populations arabes — notamment les Syriens et les Libanais qui vivent sur son territoire — une grande dette de reconnaissance pour le rôle important qu'elles ont joué dans son évolution économique et culturelle. Si elle adopte la proposition, l'Organisation en retirera des avantages politiques et culturels qui feront plus que compenser les quelques difficultés administratives ou financières qui pourraient en résulter. Bien qu'il ne faille pas se prononcer sur une question aussi importante en se fondant avant tout sur des considérations financières, la délégation brésilienne pense néanmoins qu'il ne faut pas complètement négliger ces considérations dans la mise en œuvre d'une proposition de ce genre. A vrai dire, M. Strauch est persuadé que, si le projet de résolution est adopté, il sera mis en œuvre de façon aussi rationnelle et économique que possible, et son utilité pratique se révélera plus grande encore que ses avantages théoriques.

18. M. CLOUGH (Royaume-Uni) dit que la délégation britannique a pris note des considérations sur lesquelles le Comité consultatif s'est fondé pour décider de ne pas recommander l'adoption de la proposition; mais, comme le volume des documents qui seront publiés en arabe restera limité à quelque 3.000 ou 4.000 pages de texte anglais par an, elle est disposée à appuyer le projet de résolution. Elle désire toutefois insister pour que soient adoptées les dispositions envisagées par le Comité consultatif au paragraphe 10 du document A/2761. La conclusion du représentant de la Syrie est que les travaux de traduction doivent être accomplis au Secrétariat même par des fonctionnaires spécialement recrutés à cette fin. La délégation du Royaume-Uni estime cependant qu'il ne faut pas rejeter avant de l'avoir étudiée soigneusement la possibilité de faire traduire les documents à l'extérieur, que ce soit sur une base contractuelle ou par l'intermédiaire des universités.

19. M. KOSTIC (Yougoslavie) juge très logiques les considérations budgétaires et administratives sur lesquelles le Comité consultatif s'est fondé pour formuler ses observations, mais il pense que la question est trop importante pour que l'on se limite à ces seules considérations. M. Kostic attire l'attention de la Commission sur l'un des aspects de la question qu'aucun

orateur n'a mentionné. Six Membres de l'Organisation ont demandé que certains documents soient publiés en arabe, c'est-à-dire dans leur langue nationale. Les pays de langue arabe Membres de l'Organisation représentent une grande partie du globe et connaissent actuellement une vive renaissance nationale. Ces pays s'efforcent de reprendre leur place dans la communauté internationale. Ce serait une simple marque de bonne volonté que de faire droit à leur demande, et l'Organisation faillirait à sa tâche si elle ne le faisait pas. D'autre part, il est certain que l'adoption de la proposition en question serait d'un grand secours moral et politique pour ces pays qui essaient d'atteindre le but qu'ils se sont fixé. On a dit que l'Organisation des Nations Unies est aussi forte que l'Etat Membre le plus faible; accroître la force des pays arabes serait donc accroître celle de l'Organisation.

20. Telles sont les raisons qui ont poussé la délégation yougoslave à se joindre aux auteurs du projet de résolution commun; M. Kostic espère que ce projet de résolution recueillera l'appui unanime des membres de la Commission.

21. M. CAFIERO (Argentine) déclare que le représentant de l'Uruguay, en appuyant le projet de résolution dont l'Argentine est un des auteurs, a exprimé avec éloquence le sentiment des délégations de l'Amérique latine. La délégation de l'Argentine est sensible aux objections soulevées par le Comité consultatif, mais estime qu'il en va d'une question qui dépasse les principes administratifs et budgétaires en jeu, savoir la reconnaissance par les Nations Unies de l'existence du monde arabe.

22. M. Cafiero ne peut partager l'opinion exprimée par le Comité consultatif au paragraphe 6 de son rapport: pour que l'Organisation des Nations Unies soit universelle, il faut que toutes les langues et tous les pays y soient représentés. D'autre part, l'argument avancé au paragraphe 8 du rapport du Comité consultatif n'est guère convaincant, car, si l'on refusait la traduction en arabe de certains documents sous prétexte qu'il existe des émissions radiophoniques en arabe et que le Centre d'information diffuse des brochures en arabe, on pourrait invoquer le même argument en ce qui concerne n'importe laquelle des cinq langues officielles.

23. La délégation de l'Argentine appuie donc sans réserve le projet de résolution et invite instamment la Commission à l'adopter.

24. M. CUTTS (Australie) indique qu'il a pleinement conscience du rôle important qu'ont joué la langue et la culture arabes dans l'histoire de la civilisation, mais que, sur le plan pratique, il ne doute pas moins sérieusement de l'opportunité de cette proposition. Il a été impressionné par les observations du Comité consultatif qui s'inquiète des lourdes incidences financières de la proposition; certes, les facteurs administratifs et budgétaires ne doivent pas être déterminants, mais on ne peut pas les négliger. Il craint, avec le Comité consultatif, que l'adoption de cette proposition ne risque de créer un précédent que pourraient invoquer aussi légitimement beaucoup d'autres Etats Membres de l'Organisation dans le territoire desquels la langue nationale en usage n'est pas l'une des cinq langues officielles. Il est vrai que, d'après le projet de résolution, le volume des documents publiés en arabe pendant toute période de douze mois ne devrait pas dépasser

l'équivalent d'un total de 4.000 pages de texte anglais, mais il ne faut pas attacher à ce chiffre une importance imméritée. Si le principe est approuvé, rien ne pourra valablement s'opposer à ce que le volume des documents publiés soit augmenté par la suite. Le représentant de la Norvège a mis nettement en évidence les inconvénients de la proposition.

25. Il est clair que le projet de résolution est assuré de l'appui de la grande majorité de la Commission, et M. Cutts n'a pas l'intention de diminuer le succès de la proposition par un vote négatif, mais, pour les raisons qu'il a indiquées, il s'abstiendra. En agissant ainsi, il exprime l'espoir que les craintes du Comité consultatif se révéleront dépourvues de tout fondement et que la proposition ne sera pas le point de départ d'une série de demandes analogues présentées par d'autres délégations ou n'ouvrira pas la voie à une augmentation du volume des documents publiés en arabe. M. Cutts demande instamment au Secrétaire général, qui sera chargé de mettre en œuvre la proposition, de suivre de très près les dépenses qu'elle entraînera.

26. M. CHAMANDI (Yémen), parlant en qualité de coauteur du projet de résolution, déclare que sa délégation est très reconnaissante aux nombreux membres de la Commission qui ont parlé en faveur de la proposition. Il voudrait également faire valoir que l'Organisation des Nations Unies a été créée pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde et pour promouvoir la prospérité de l'humanité, car la paix et la prospérité ne sont pas le monopole d'une seule nation. Si l'on veut atteindre cet objectif, il faut que des renseignements sur les résultats des travaux de l'Organisation soient diffusés jusque dans les régions les plus reculées de la terre. Le projet de résolution permettrait aux populations arabes d'obtenir ces renseignements. Il n'y a aucun rapport entre les grands avantages qu'il y aurait pour l'Organisation à ce que ses travaux soient mieux connus et les dépenses minimes qu'il faudrait engager. M. Chamandi invite instamment la Commission à adopter à l'unanimité le projet de résolution dont elle est saisie.

27. M. PACHACHI (Irak), parlant au nom des six Etats arabes, remercie les orateurs qui ont rappelé la valeur de la contribution que les nations arabes ont apportée au progrès de l'humanité et à la civilisation du monde. Il a été heureux de constater que le projet de résolution avait reçu un appui presque unanime, et il regrette que le représentant de la Norvège ne puisse voter pour ce texte. Le représentant de la Norvège a fait remarquer que d'autres pays avaient également contribué à la civilisation mondiale. Les peuples arabes sont les premiers à le reconnaître. A cet égard, M. Pachachi montre comment d'autres grandes civilisations ont été heureusement influencées par les pays arabes et comment ces derniers à leur tour ont contribué à la culture mondiale. Les peuples arabes ne vivent toutefois pas dans l'ombre du passé. Ils sont tournés vers l'avenir, et, ayant accepté de nombreux aspects de la civilisation occidentale, ses réussites technologiques et sa foi dans le progrès, ils traversent maintenant une période de profondes transformations.

28. Les peuples arabes ont une confiance totale dans les Nations Unies, malgré les revirements dont ils ont été témoins et les déceptions dont ils ont souffert, car ils croient fermement à la coopération internationale. Ils portent également un intérêt vital à l'assistance

technique, et ils ont le droit de savoir ce que fait l'Organisation dans les domaines qui les intéressent directement. Ces seules considérations suffiraient à justifier la proposition.

29. Il ne s'agit pas d'une question de prestige, comme le représentant de la Norvège l'a laissé entendre, mais il s'agit de répondre à un besoin, celui des peuples arabes. Il se peut que l'anglais soit compris d'un grand nombre de gens dans les pays scandinaves qui jouissent d'un niveau élevé de civilisation, mais dans les pays arabes, l'arabe est souvent la seule langue que le peuple connaît.

30. L'objection d'après laquelle la proposition pourrait constituer un précédent ne tient pas. L'Assemblée générale a déjà envisagé ce cas à l'article 59 de son règlement intérieur, et la Cinquième Commission ne peut pas aller à l'encontre d'un principe posé par l'Assemblée générale. La seule objection que l'on peut soulever est que cette proposition est inopportune. Il n'en reste pas moins sûr que l'Organisation serait fondée à prendre en charge cette modeste dépense supplémentaire, d'autant plus que des économies ont été réalisées dans le budget de 1955.

31. Enfin, l'argument du Comité consultatif d'après lequel les milieux non officiels reçoivent déjà des renseignements abondants concernant les Nations Unies grâce à l'émission de programmes radiophoniques et à la distribution d'informations par le Centre d'information du Caire n'est pas davantage fondé. Les renseignements diffusés de cette façon ne suffisent pas à donner aux ressortissants des pays de langue arabe qui ne savent aucune des langues officielles de l'Organisation les renseignements qu'ils demandent au sujet des Nations Unies. Pour toutes ces raisons, le représentant de l'Irak est en désaccord avec la thèse du Comité consultatif.

32. M. TCHETCHYOTKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) a écouté très attentivement les déclarations faites en faveur du projet de résolution. Il peut comprendre les raisons qui ont inspiré ses auteurs, car la langue arabe a apporté une contribution très importante à la culture et à la civilisation mondiales. Mais il a également été impressionné par les arguments très pertinents du Comité consultatif et, dans ces conditions, il s'abstiendra lorsque le projet de résolution sera mis aux voix.

33. M. GANEM (France) comprend les objections que le Comité consultatif a élevées contre le projet de résolution et que le représentant de la Norvège a reprises. Beaucoup de délégations font preuve d'optimisme, et de nombreux Etats Membres se montrent discrets en ne présentant pas de proposition semblable pour la traduction de documents dans leur langue nationale, mais, si la Commission adopte ce projet de résolution, sa décision n'en constituera pas moins un précédent moral sinon juridique. Si d'autres Etats étaient admis à l'Organisation des Nations Unies, ils pourraient aussi invoquer plus tard l'article 59, et la Commission n'aurait pas d'objection sérieuse à opposer à leur demande.

34. La délégation française n'ignore pas non plus les difficultés que le Secrétaire général aura à surmonter pour mettre en œuvre cette résolution, notamment lorsqu'il devra décider quelle forme d'arabe on utilisera dans les documents des Nations Unies.

35. Toutefois, elle n'oublie pas la traditionnelle amitié franco-arabe, vieille de plusieurs siècles. Après avoir énuméré brièvement les liens qui depuis les croisades ont resserré cette amitié, M. Ganem rappelle que la France a toujours encouragé l'étude de la langue et de la culture arabes. Etant donné ces liens, la délégation française appuiera sans réserve le projet de résolution.

36. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution des vingt-quatre puissances (A/C.5/L.294).

A la demande du représentant de l'Argentine, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Panama, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Panama, Philippines, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Belgique, Brésil, Birmanie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Libéria, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Pakistan.

Votent contre: Suède, Norvège.

S'abstiennent: Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Australie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Israël.

Par 42 voix contre 2, avec 8 abstentions, le projet de résolution est adopté.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (A/2647 et Add.1, A/2688, A/C.5/580, A/C.5/581, A/C.5/604) [suite]

SIÈGES PERMANENTS DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE À GENÈVE

37. Le PRESIDENT attire l'attention des membres de la Commission sur le rapport du Secrétaire général ayant trait aux sièges permanents de l'Union internationale des télécommunications et de l'Organisation météorologique mondiale à Genève (A/C.5/604). Le Secrétaire général souhaite obtenir de l'Assemblée générale l'assurance qu'elle serait en principe disposée, à sa dixième session, à voter les crédits nécessaires pour financer la construction sur le terrain des Nations Unies à Genève d'un ou de plusieurs bâtiments qui abriteraient les sièges de ces deux organisations. Si le Secrétaire général soulève cette question dès maintenant — alors que l'on ignore le montant exact des frais de construction et que l'on ne possède aucun autre élément d'appréciation — c'est essentiellement parce qu'il tient à attirer l'attention sur une question à laquelle tant le Comité consultatif que l'Assemblée générale ont, à maintes reprises, marqué le plus vif intérêt, avant que les pourparlers actuellement en cours n'aboutissent à des accords irrévocables.

38. La Commission voudra probablement savoir quelle est l'opinion du Comité consultatif sur ce rapport avant d'en aborder la discussion.

39. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) indique que le Comité consultatif étudiera volontiers le rapport que le Secrétaire général a rédigé sur la question. En fait, le comité en a déjà été saisi officieusement et a conclu que la question était assez importante pour être soumise à la Cinquième Commission à la présente session, étant donné surtout que, s'il en était autrement, des décisions peut-être irrévocables risqueraient d'être prises après la fin de la session.

40. Le PRESIDENT propose de renvoyer le rapport au Comité consultatif pour examen.

Il en est ainsi décidé.

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies [fin]:

- a) Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (A/2659) [fin];**
- b) Reconnaissance, par les institutions spécialisées, de la juridiction du Tribunal administratif des Nations Unies pour les affaires relatives à des recours invoquant l'inobservation des statuts de la Caisse commune des pensions**

du personnel des Nations Unies: rapport du Secrétaire général (A/2749 et Add.1) [fin];

- c) Affiliation du personnel de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies: rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (A/2664) [fin];**
- d) Revision du règlement administratif de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies: rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (A/2690) [fin]**

EXAMEN DU PROJET DE RAPPORT DE LA CINQUIÈME COMMISSION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (A/C.5/L.299)

41. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer sur le projet de rapport concernant la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (A/C.5/L.299).

A l'unanimité, le projet de rapport est adopté.

La séance est levée à 16 h. 55.